



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF s.c. 000-1164657-75 BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
38^{me} année - juin 1979
Français 32
Prix 20 FB
Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

"LE GOUVERNEMENT POIGHARDE DANS LE DOS" PAR LA DROITE

ANKARA (ITA) - "Le gouvernement est pignardé dans le dos au moment où des négociations cruciales au sujet d'emprunts avec le Fonds Monétaire International et l'OECD s'approchent de leur conclusion."

Telle est l'accusation du Premier Ministre à l'égard de la campagne lancée par les milieux d'affaires instiguant les partis de droite à renverser son gouvernement de contro-gauche.

Une publicité sans précédent sur une page entière payée par l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels signalait que la Turquie subit une crise économique grave avec une inflation de plus de 60% et un chômage de 14% et accusait l'administration d'Ecevit de dévier par trop des conditions d'un "marché libre" et d'étrangler ainsi, par son intervention excessive, l'enthousiasme pour l'entreprise libre.

M. Demirel, leader du principal parti d'opposition de droite, le Parti de la Justice (AP), déclarant avec allégresse que ceci annonçait la mort du gouvernement, lança une campagne de niveau national pour le renversement du gouvernement utilisant tous les moyens, parlementaires ou non-parlementaires.

Mais ceci n'est pas tout. Le Premier Ministre Bülent Ecevit a aussi des problèmes avec le mouvement ouvrier pour avoir interdit le rassemblement du Premier Mai à Istanbul et emprisonné des leaders ouvriers, et pour avoir mis en pratique de nouvelles mesures d'austérité frappant principalement les travailleurs.

Même parmi les membres de son propre parti, le Parti Républicain du Peuple (CHP), le mécontentement à l'égard de sa politique grandit, et ce mécontentement s'est reflété au congrès du parti tenu fin mai 1979.

Ce mécontentement se marque aussi au sein même du gouvernement. Quelques ministres indépendants quittèrent son équipe et quelques députés indépendants qui avaient soutenu le gouvernement actuel se joignirent au Parti de la Justice de M. Demirel.

La perte de ces indépendants laissa le gouvernement avec une minorité à l'Assemblée Nationale.

Controverse avec les milieux d'affaires

Dans leur campagne publicitaire, les hommes d'affaires turcs prétendaient que la production baissait rapidement à cause de l'approvisionnement insuffisant en énergie et de l'insuffisance du change; l'année passée, les exportations ont été de 2.300 millions de dollars alors que cette année, l'importation de pétrole à elle seule dépassera 2 milliards de dollars, et pour maintenir l'économie en activité, l'ensemble des importations devrait être de 5 milliards de dollars. Le seul moyen de résoudre la crise économique, d'obtenir des crédits et des investissements étrangers serait par la "libre entreprise" déclarait la publicité.

Le Premier Ministre Ecevit envisageait l'exposé comme ayant un but politique et déclara: "Le secteur privé ne peut ni former ni renverser les gouvernements." Ecevit menaçait même d'instituer des poursuites contre l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels. "Je les remettrai au procureur de la République," s'écria-t-il au cours d'un rassemblement de son parti en plein-air.

Après cette réaction du Premier Ministre, l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels fit un pas de plus dans sa campagne et une nouvelle déclaration parut dans les journaux de grande diffusion sous le titre: "La Nation Attend!"

En fait, si la Turquie souffre d'une crise économique, le secteur privé en porte une part de responsabilité, et le Gouvernement devrait être blâmé, non pas d'avoir "dévilié trop des conditions d'un marché libre", mais de donner au secteur privé les privilèges et possibilités qu'il ne mérite jamais.

L'échec des industriels privés dans la production de matières premières locales et de marchandises intermédiaires et le niveau trop bas de leurs exportations ont joué un rôle majeur dans la création de déficits de la balance de paiements et par conséquent de la réduction du change étranger.

Malgré ces faits, M. Ecevit a maintenu de bonnes relations avec le secteur privé en craignant que des nationalisations n'aboutissent à rien. M. Ecevit est critiqué par le mouvement de gauche pour les concessions qu'il a données aux milieux d'affaires.

Un analyste politique important commenta le cas d'Ecevit qui, sous la pression de la droite aussi bien que de la gauche, apparaissait "le cas de quelqu'un ne plaisant à personne tout en cherchant à plaire à tous".

Bien qu'Ecevit ait fait son possible pour satisfaire les milieux d'affaires, ceux-ci ne lui firent jamais confiance parce qu'il arriva au pouvoir par le soutien des masses laborieuses et des forces progressistes. Les milieux d'affaires ont conscience aussi du fait que, si Ecevit a cédé aux institutions financières internationales et aux capitalistes locaux, la balance du pouvoir dans son propre parti peut changer à tout moment et une politique plus radicale peut être adoptée par un gouvernement du Parti Républicain du Peuple (CHP).

Après avoir obtenu des prêts étrangers, les milieux d'affaires désirent que ces possibilités financières ne soient pas utilisées par un gouvernement de centre gauche, mais par un gouvernement nettement favorable aux milieux d'affaires.

Nouvelles concessions aux forces impérialistes

Le gouvernement d'Ecevit a réussi récemment à obtenir un contrat global d'aide de plus de 1500 millions de dollars, mais ce fut grâce aux concessions faites au Fonds Monétaire International.

Rappelons que le FMI a toujours insisté pour que la Turquie dévalue la lire turque, qu'elle augmente les prix des produits des entreprises d'état et qu'elle gèle les salaires.

Une forte dévaluation de 43%, par le système nouveau du taux multiple de change fut décrétée au début de juin. En mars 1978, la lire turque avait déjà été dévaluée de 23% sous la pression de la même organisation internationale.

Un jour après la dévaluation, le gouvernement augmente le prix de la gasoline de 30%. Le fer et l'acier, le charbon, les produits pétro-chimiques et d'autres marchandises de base augmentèrent de 50 à 100%.

Après avoir pris ces nouvelles mesures d'austerité économique, le Premier Ministre Ecevit transmet aux fonctionnaires du FMI une "lettre d'intention" expliquant les conditions acceptées par le gouvernement turc. Ecevit a déclaré que le Bureau des Directeurs du FMI se réunira à la mi-juillet pour discuter cette lettre d'intention.

On attend maintenant que, après l'approbation du Bureau des Directeurs du FMI, la Turquie obtienne 260 millions de dollars ou plus du FMI. On compte aussi que l'aide des gouvernements alliés pourrait atteindre 900 millions de dollars en incluant un prêt de 198 millions des USA. Des banques privées prêteront encore 400 millions de dollars.

Précédemment, un consortium international de gouvernements, des banques et la Banque Mondiale ont accepté d'accorder à la Turquie une aide de 1.450 millions de dollars à condition que le gouvernement turc conclue un accord avec le FMI: 200 millions de dollars de l'Allemagne fédérale, 198 millions des USA, 20 millions de France, 35 millions de Japon, 10 millions de Suède, 10 millions de Belgique, 5 millions de Danemark, 2 millions de Finlande et une somme de 131 millions de dollars d'autres pays.

Comme crédits à l'exportation, on compte sur 65 millions de dollars de Belgique, 60 millions de Norvège, 50 millions des USA, 35 millions de Japon, 20 millions d'Australie et 15 million d'Italie.

Selon l'Associated Press, cet accord devrait renforcer les liens entre les USA et la Turquie, rattaché sud-oriental de l'OTAN. On sait que, depuis la perte des postes d'écoutes américaines en Iran pour la vérification des Accords SALT, l'importance de la Turquie pour les Etats-Unis s'est accrue.

Les USA désirent survoler la Turquie en avions U-2

Les dettes extérieures de la Turquie, en comptant l'intérêt, s'élèvent à 20 milliards de dollars au moins. Environ 6 milliards de cette dette sont à court-terme et sont arrivés à échéance. Depuis la fin de 1977, la Turquie se trouve au bord de la banqueroute et Ecevit fit appel à l'aide du FMI. Un premier accord de soutien de 450 millions de dollars fut suspendu pendant une période de deux ans quand le Fonds exprima son mécontentement au sujet des réalisations de la Turquie.

Cette fois, le gouvernement a fait tout son possible pour satisfaire le FMI. Bien plus, dans le domaine politique, on demanda au gouvernement Ecevit de faire un grand nombre de concessions aux Etats-Unis d'Amérique. Concessions au sujet de Chypre, entrée de la Grèce dans la structure militaire de l'OTAN et vol d'avions américains U-2 au-dessus de la Turquie pour la vérification SALT firent partie de la note présentée par les USA en échange de leur aide d'urgence.

M. Ecevit déclara que les USA demandaient le survol de la Turquie par des avions de reconnaissance pour une vérification effective de l'attitude des Soviets conformément au Traité SALT-2. "En particulier, résultant des développements de la situation en Iran qui mena à la fermeture des bases dans ce pays- les possibilités de dépister effectivement les essais nucléaires faits dans la région d'Asie Centrale de l'URSS avaient été réduites," affirma Ecevit. Il ajouta que la surveillance par satellite est actuellement limitée et le sera vraisemblablement pendant quelques années encore, et que cette brèche ne pourrait être comblée que par des avions spécialement équipés survolant la Turquie.

En 1960, les Soviétiques avaient abattu un avion U-2 qui avait décollé de Turquie. Le pilote, Francis Gary Power fut capturé et condamné à 10 ans de prison. Cet événement avait détérioré les relations turco-soviétiques pendant longtemps. M. Ecevit affirma que la Turquie accepterait cette demande si les USA et l'Union Soviétique se mettent d'accord sur cette conclusion.

Mais cette prise de position de M. Ecevit fut vivement critiquée par l'opposition, de même que par des membres influents du groupe parlementaire de son parti. M. Niyazi Ünsal, député du parti, déclara: "Personne n'a ni le droit ni l'autorité de permettre les vols d'avions U-2 pardessus la Turquie."

Tous les syndicats progressistes et les organisations démocratiques de masse protestèrent contre l'attitude d'Ecevit de laisser la décision à d'autres états.

Manoeuvres politiques de l'opposition de droite

Dans le but de renverser le gouvernement d'Ecevit, l'opposition de droite n'hésita pas à prétendre qu'elle défendait les intérêts de la Turquie contre les USA. M. Demirel, Président du Parti de la Justice (AP), critiqua aussi le gouvernement Ecevit pour avoir fait de très lourdes concessions au FMI dans la "lettre d'intention".

Actuellement, le Premier Ministre Ecevit semble décidé à s'accrocher au pouvoir avec une minorité ou majorité minime au Parlement, et M. Demirel est décidé à le faire tomber, à installer un gouvernement intérimaire et à mener la nation vers des élections anticipées, avant la date prévue d'automne 1981. Dans le but de mettre son projet en pratique, M. Demirel a placé tous ses espoirs dans les ministres et députés indépendants.

Au cours de ces derniers mois, les indépendants de son gouvernement sont devenus un souci croissant pour M. Ecevit. En avril, six d'entre eux critiquèrent dans une déclaration publique la politique gouvernementale, en particulier sa manière de s'occuper du "terrorisme" politique.

L'un d'entre eux, le Ministre d'Etat Enver Akova, démissionna du cabinet à la fin du mois de mai. Ecevit le remplaça par un autre transfuge du Parti de la Justice, M. Hasan Korkut. Ceci créa une tempête politique qui s'éleva jusqu'au niveau de la présidence de la république. Mr. Demirel accusa le Président de la République d'avoir agi avec un parti pris partisan lorsqu'il approuva la nomination. Le Président Fahri Korutürk, en réponse à cette accusation, demanda un vote de confiance au Parlement au sujet de son "impartialité" et offrit d'être déchargé de ses fonctions si le Parlement le jugeait politiquement partial.

Plus tard, un autre ministre, M. Hilmi İsgözar, a été obligé de démissionner à cause des accusations graves contre lui-même par l'opposition. Récemment, le Ministre d'Etat Ali Rıza Seftioğlu démissionna et rejoignit le Parti de la Justice. Après ces démissions, un Demirel triomphant déclara: "Le gouvernement a perdu sa majorité".

Maintenant, l'avenir du gouvernement dépend de l'attitude de 16 députés indépendants de qui 9 sont toujours ministres dans le cabinet d'Ecevit. La représentation des partis au Parlement se répartit le 22 juin 1979 comme suit:

GOUVERNEMENT:		Parti Républicain du Peuple (CHP)	210
		Parti Démocratique (DP)	1
		Ministres indépendants	9.....220
OPPOSITION		Parti de la Justice (AP)	177
		Parti du Salut National (MSP)	23
		Parti d'Action Nationaliste (MHP)	17
		Parti d'Ordre National (MNP)	1
		Parti Républicain de la Confiance	1.....219
INDEPENDANTS		7

Il faut noter que l'un des députés CHP est le Président de l'Assemblée Nationale et n'a donc pas le droit de voter.

Salon l'arithmétique du Parlement, le gouvernement Ecevit peut être renversé à tout moment. Depuis que les milieux d'affaires importants mènent une campagne d'hostilité contre le gouvernement, ce résultat n'aurait rien de surprenant. Car, en ces jours critiques, des promesses financières peuvent influencer l'attitude de quelques députés. (C-M-DN-DG-ET-23/6)

LA LOI MARTIALE EST A NOUVEAU PROLONGEE POUR DEUX MOIS

ANKARA (ITA) - Tandis que le gouvernement imposait de nouvelles mesures d'austérité économique qui frappaient avant tout la population travaillante, la Grande Assemblée Nationale approuvait la prolongation de la loi martiale dans 19 provinces pour une période de deux mois.

Il faut rappeler que, à la suite du massacre de Kahramanmaraş, la loi martiale fut d'abord proclamée dans 13 provinces. Ensuite, sous la pression des militaires et des milieux de droite, elle fut étendue deux fois et six provinces de plus furent placées sous le régime d'urgence.

Malgré l'application du régime de loi martiale, la violence politique continue sans interruption. Quoique certaines personnes furent arrêtées sous l'inculpation d'avoir commis des meurtres politiques, ceux qui ont projeté, organisé et fomenté ces assassinats, à savoir les leaders du Parti d'Action Nationaliste (MHP), parti nœ-fasciste, sont toujours à l'abri des poursuites et continuent à pratiquer leurs activités sinistres. /.

Le 4 juin 1979, le plus vaste procès de masse jamais tenu en Turquie fut ouvert à la cour de loi martiale de la ville méridionale d'Adana et le procureur militaire demanda la peine de mort pour 304 des 803 accusés. Le procès concerne le massacre sanglant de Kahramanmaraş qui eut pour résultat la mort de 111 personnes, et la destruction, le pillage et l'incendie de plus de 900 maisons dans la ville. Mais les principaux instigateurs de ce massacre, les leaders du parti néo-fasciste, ne se trouvaient pas parmi les accusés. Bien plus, quelques militants d'extrême droite, des "Loups Gris", ont été relâchés durant le procès sous le prétexte de manque de preuves.

Récemment, le 9 juin 1979, un membre du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), N. Fahrettin Özler tomba dans une embuscade dressée par les "Loups Gris" dans la ville de Manisa. Il fut tué par un tir de mitrailleuse.

Au cours du mois dernier, 122 personnes furent assassinées par des actes de violence politique dans toute la Turquie, et le nombre total des victimes de la terreur politique au cours des 18 mois du gouvernement d'Eccevit s'élève à 1472.

Ci-dessous la liste des assassinats politiques du mois dernier:

- 18 MAI: L'étudiant de gauche Oguz Kemal Aksoy, l'ouvrier Recai Kelog, les étudiants de droite Ayhan Güngör et Ali Cibir, le marchand de droite Cemal Gürbay, Yılmaz Verimli (à Istanbul), l'enseignant de droite Ali Çetin (Fatsa), l'étudiant de gauche Mümin İyibal, les étudiants de droite Sezai Uçar et Yavuz Aydın (Manisa), le médecin Hüseyin Kaboçakal (Adana), le chauffeur de taxi Ramazan Akyol (Antalya), Mehmet Çiledağ (Gaziantep)
- 19 MAI: Le chauffeur de taxi Soyfullah Dogan, l'électricien Semai Çetin (Istanbul), l'étudiant Ahmet Akacı (Çorum), T. Dede et A. Baltacıoğlu (Antalya)
- 20 MAI: L'enseignant Mehmet Çökçen, l'homme d'affaires Şahattin Kocamanoglu, le chauffeur de gauche Yüksel Öruş (Istanbul), l'enseignant de gauche Mue. Cemile Açıköz (Tarsus)
- 21 MAI: Şenol Demircioğlu, de droite (Adana), l'étudiant Müslim Baran (Urfa), l'étudiant Şefik Ünver (Izmir), le garde de nuit Mustafa Kuru (Istanbul)
- 22 MAI: L'épicier de gauche Battal Türk Aelan (Gaziantep), l'ouvrier de gauche Mustafa Pabuccu, l'étudiant de gauche İbrahim Geçkin (Adana), l'étudiant İbrahim Akkuş (Istanbul), le chauffeur de taxi Musa Aydın (Van)
- 23 MAI: L'étudiant Erson Demirel (Istanbul), un inconnu (Izmir), l'enseignant Abdurrahman Oguz (Urfa)
- 24 MAI: L'ouvrier Mehmet Aras, Yusuf Türkmen, de 69 ans (Istanbul), l'ancien de village Necip Deniz (Gaziantep)
- 25 MAI: Mehmet Anaz, Bekir Gölbaş (Istanbul), l'employé Suat Önozli (Tunceli), l'ouvrier Süleyman Bulut (Malatya), un inconnu (Karikkale), Ali Uçkun (Nigde), le coiffeur Bilal Toruş (Gaziantep)
- 26 MAI: Le fermier Husret Vakır (Malatya), l'étudiant de 16 ans İuris Çelik (Edirne), Hüseyin Teke (Düzce)
- 27 MAI: Ethem Güçlü (Manisa), l'étudiant Mehmet Sevindik (Kenya)
- 28 MAI: L'étudiant de droite İsmail Tekman, l'enseignant de gauche Şevki Cangiz Çetin (Istanbul), Soyfettin Uçar (Adana)
- 29 MAI: L'enseignant Filizet Yılmaz, Ahmet Sarıkaya (Giresun), Hime Şevkiye Atmaca (Yarganbo), l'étudiant Aslan Göncü (Kars), le chauffeur İ. Aytaç (Erzurum)
- 30 MAI: Les étudiants Hürşit Said et Turhan Selahattin İzzet (Kayseri), Abdi Çeliktan (Urfa), l'enseignant Yalçın Selami Bal (Istanbul), l'homme d'affaires Ahmet Yılmaz (Samsun), le sympathisant du CHP Fehmi Akyıldız (Bursa)
- 31 MAI: L'ouvrier Halil Akyıldırım, l'étudiant de gauche Hacı Karakoç (Istanbul), Mehmet Ali Şen (Ankara), Mustafa Keser (Adana)
- 1 JUIN: Abdullah Karakoç (Adana), le policier Kadri Muşçın (Istanbul), l'enseignant américain David Goodman (Adana), l'épicier Hâbir Demir (Ankara)
- 2 JUIN: Le membre du MHP Kazım Alt (Gaziantep), l'ouvrier Veli Türkozen (Istanbul), Vehbi Öztürk (Ankara), Orhan Yüksel (Bursa)
- 3 JUIN: L'étudiant de droite Erdoğan Bıyık (Balıkesir), l'étudiant Ahmet Dadak (Istanbul), l'étudiant Cemal Gönül (Izmir)
- 4 JUIN: L'ouvrier de gauche Hüseyin Kurtuluş (Bursa)
- 5 JUIN: L'employé d'état İbrahim Önder (Mardin)
- 6 JUIN: Salih Özen, de gauche (Diyarbakır), l'ouvrier de droite Mehmet Güller (Istanbul), Azmi Ustaoglu (Ankara)
- 7 JUIN: L'ouvrier de gauche Nevlat Taşlar (Afyon), l'étudiant de droite Ali Osman

- Dovacıoğlu (Istanbul), l'enseignant de gauche Nevzat Yıldırım (Malatya), prisonnier Mahmut Sıgallı (Uşak), Ali Kaya, de gauche (Uşak)
- 8 JUIN: L'enseignant de gauche Savaşkan Arsal (Istanbul), l'ouvrier de gauche Salih Yıldırım (Adana), Ayhan Ünlü (Kars), Osman Alkaş (Urfa), les ouvriers Ahmet Özdemir et Zeki Bulut (Isparta)
- 9 JUIN: Fahrettin Özler, membre du TIP (Anissa), Halil Topal et Salahettin Sevindik (Fatsa), Yedigöze Karataş (Istanbul), le prisonnier Hasan Atılmış (Aydın)
- 10 JUIN: L'étudiant de gauche Hakan Şenyuva (Ankara), l'étudiant de gauche Nevzat Tanrıöver (Uşak), l'enseignant de gauche Veli Kara (Kırıkkale)
- 11 JUIN: Yusuf Atabakan, Serdar Akçın, Nihat Özyağlı (Istanbul), le chauffeur de taxi Ali Yıldırım (Balıkesir)
- 12 JUIN: Le gard de nuit Mehmet Öztürk (Istanbul)
- 13 JUIN: L'ouvrier Mehmet Alaşit (Adana)
- 14 JUIN: Le jeune de droite Şaban Egrili (Samsun)
- 15 JUIN: L'ouvrier Kadir Öke, le "Loup Gris" Efraim Şakar, l'étudiant de gauche Suat Yüksel (Istanbul), le policier Salih Başkant et le terroriste Halil Aslan (Izmir), un inconnu (Gebze), l'étudiant Bilal Arı et le médecin Faruk Özen (Samsun)
- 16 JUIN: Erdoğan Öztürk (Istanbul), l'étudiant Dursun Sozer (Gebze)
- 17 JUIN: Le sympathisant du MHP Kamil Köse (Istanbul), l'étudiant de gauche Yücel Gürçay (Ankara), l'étudiant de gauche Hüseyin Altıngöz (Eskişehir)

(C-M-H-DN-DG-AT-18/6)

NOUVELLES ARRESTATIONS LORS DE L'ANNIVERSAIRE DE LA RESISTANCE 15/16 JUIN

ISTANBUL (ITA) - Le neuvième anniversaire de la résistance des Travailleurs fut célébré par la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) à travers toute la Turquie par des cérémonies dans les centres syndicaux locaux.

Après la cérémonie qui eut lieu dans la ville du sud-est, Diyarbakır, le Secrétaire Général de la DISK, M. Fehmi Işıklar et ses 13 camarades furent arrêtés par les autorités de la loi martiale.

A Istanbul, quelques éléments d'un groupe dissident qui avaient été exclus de la DISK tentèrent d'empêcher le déroulement de la cérémonie au siège de la confédération, mais cette nouvelle provocation échoua grâce aux militants syndicaux.

Les journées des 15 et 16 de l'année 1970 avaient été marquées

à une démonstration de masse des travailleurs de la région d'Istanbul visant à empêcher le changement de la loi sur les syndicats dans un sens qui lésait les intérêts de la classe ouvrière. Les leaders de la DISK firent l'éloge des 15 et 16 juin 1970 comme marquant un tournant du mouvement de la classe ouvrière de Turquie qui prouvait la force de cette classe en tant que force politique indépendante.

D'autre part, les procès des leaders de la DISK et du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) au tribunal de loi martiale à Istanbul se terminèrent par la condamnation de chacun d'eux à une peine de prison ne dépassant pas 25 jours.

Rappelons que Madame Behice Boran, Présidente du TIP et M. Abdullah Bağtürk, Président de la DISK et leurs camarades furent arrêtés pour avoir désobéi à l'interdiction de la célébration du 1er mai à Istanbul. (C-M-H-DN-DG-ET-18/6)

LES SALAIRES SONT TOMBES SOUS LE NIVEAU DE 1971

ANKARA (ITA) - Des chiffres officiels ont montré que les salaires sont tombés en-dessous du niveau de 1971. Le salaire quotidien moyen de 205 LT calculé pour 1978 est en effet tombé à un peu plus de 31 LT.

Récemment, la Commission du Salaire Minimum haussa le salaire mensuel minimum de 3300 LT à 5400 LT. Mais après la dévaluation récente, 5400 LT valent 236 DM. A Istanbul, il n'est plus possible de louer une maison modeste à moins de 150-200 DM, même dans les quartiers populaires. (DN-C-DG-ET-20/6)

ECEVIT DUT FAIRE FACE A UNE FORTE OPPOSITION DANS SON PEUPLE PARTI

ANKARA (ITA) - Quoique le Premier Ministre turc, M. Bülent Ecevit ait été réélu président de son parti social démocrate, le Parti Républicain du Peuple (CHP), à la convention, il prit conscience de l'existence d'une opposition très forte contre son administration au sein de l'organisation.

Trois groupes séparés d'opposition au sein du parti l'interpellèrent sur des questions autres que la présidence. Ils demandèrent un changement dans les statuts; ils désiraient le rétablissement d'une assemblée de 40 membres au lieu du bureau exécutif central de 20 membres, élargissant ainsi la représentation de différentes régions dans l'organe suprême.

A la convention de trois jours, les travaux furent marqués par des coups de poing entre les blocs opposés de délégués et l'audience. Bien qu'Ecevit prit une position ferme contre l'amendement de la charte du parti, 571 des 1340 délégués votèrent en faveur du changement.

Parmi ceux qui se rangèrent du côté de l'opposition sur cette question se trouvait une majorité du groupe parlementaire d'Ecevit et cinq ministres de son cabinet.

Les leaders de l'opposition, le ministre de l'Energie M. Deniz Baykal et le ministre des Affaires Villageoises M. Ali Topuz, rejetèrent un compromis offert par Ecevit d'une liste commune pour la composition du bureau exécutif central comprenant 20 membres. Ce développement laissait Ecevit "complètement seul pour endosser la responsabilité" de tout échec de son gouvernement ou d'une perte éventuelle dans les élections.

Ecevit a déjà subi de violentes critiques, de l'extérieur et de l'intérieur de son parti pour avoir mené un "one man show" au gouvernement et dans les affaires du parti.

Par ailleurs l'"anarchie", un cauchemar pour le gouvernement CHP d'Ecevit a été aussi un grand problème pour le Président du parti Ecevit durant sa propre convention. Tout commença par un échange d'injures et se mua en échange de coups de poing. Cela se termina par un accès de rage du leader du parti. Quand le choc éclata, le Président Ecevit se précipita à la tribune en criant: "Il n'y aura jamais de combat à une Convention CHP. La police devrait intervenir."

Des délégués d'opposition commencèrent à crier "fascistes" à des leaders CHP, le Président de la Convention répliqua: "Taisez-vous, il n'y a pas de fascistes ici..." Alors M. Ecevit monta à la tribune, visiblement enragé et cria: "Personne ne peut traiter l'autre de fasciste aussi longtemps que je suis ici. Je ne le permettrai pas..."

Entretiens, la police avait saisi 18 délégués. Après toutes ces scènes, des policiers furent placés aux endroits sensibles.

La convention du CHP a prouvé que le Premier Ministre Ecevit avait perdu son prestige non seulement devant l'opinion publique turque, mais aussi au sein de son propre parti. Il est possible que dans une convention future, l'opposition l'attaque aussi au sujet de la présidence. (C-M-DN-DG-1/6)

=====

BULLETIN D'AGENCE INFO-TÜRK
NE PARAÎTRA PAS AU MOIS DE
JUILLET. APRES CE NUMERO,
IL REPRENDRA SA PUBLICATION
AU MOIS D'AOUT 1979.

=====